

<https://ricochets.cc/Retraites-le-depart-definitif-de-Borne-et-Macron-n-est-plus-negociable.html>



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 30 janvier 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les manifs et marches aux flambeaux sont utiles, mais tout le monde sait que ça ne suffira pas pour faire annuler la contre-réforme et encore moins pour faire dégager le régime macroniste pour ensuite ouvrir la voie à de meilleurs horizons.

La stratégie frileuse des directions syndicales avec des journées éparses de grèves/manifs ne pourra pas fonctionner face à un système verrouillé, extrémiste et policier.

Comme toujours dans l'histoire, ce sont la grève générale, les grèves « sauvages », les blocages, les éventuelles manifs sauvages et émeutes insurrectionnelles, les sabotages... qui pourront créer un véritable rapport de force et nous offrir d'autres perspectives que l'échec et la défensive en reculant.

Il y a tant de lois et de structures néfastes à faire tomber, tant de choses à (re)construire, on ne va pas se limiter au maintien des retraites à 62 ans ?!

Elisabeth Borne la 1re ministre de ce système illégitime et non-démocratique (avec un gouvernement mal élu pour faire barrage à l'extrême droite) a déclaré récemment « l'âge légal de départ à 64 ans n'est plus négociable », il faut donc en conclure pour notre part que « le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable ».



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable La rue n'est qu'un début, pour s'échauffer, se rencontrer et s'organiser

LA RUE N'EST QU'UN DEBUT

L'histoire n'est jamais écrite à l'avance.

En cette fin janvier 2023, nous pouvons ainsi envisager de nombreuses issues à la séquence de la réforme des retraites :

Jusqu'à une démission de Macron, après des mois de révoltes ?

Un passage en force telle quelle, avec quelques ajustements pour faire passer la pilule.

Un abandon total face à une contestation qui ne faiblirait pas.

Voire une démission du gouvernement après des semaines de grèves et de manifestations, et un Macron obligé de lâcher ses troupes pour tenter de garder la face.

On pourrait même aller jusqu'à une démission de Macron, après des mois de révoltes.

La réforme des retraites n'ayant été que l'étincelle d'une contestation bien plus large, avec une part importante de la population qui refuse de retourner travailler, qui bloque les infrastructures logistiques, aussi bien de transport que financières, et un pays totalement paralysé pendant des mois.

Evidemment, nous sommes très loin de cette hypothèse.

Mais l'important est ailleurs.

L'important, c'est que nous vivons actuellement une période où tout est encore possible.

Et que c'est peut être la dernière fois que cela arrive.

Mardi, nous serons plusieurs millions dans les rues, avec un large soutien du reste de la population.

Cela n'a rien d'exceptionnel dans un pays habitué à vivre des grèves et manifestations massives, mais en 2023, cette séquence revêt un caractère particulier : cela fait des années qu'un mouvement social n'a pas réussi à faire reculer un gouvernement sur des réformes anti-sociales.

Dans le même temps, ces dernières années, la France a connu des mouvements inédits montrant le désir d'une partie grandissante de la population à vouloir changer ce système, et même les règles, pour lutter contre cette société qu'on nous impose : Nuit Debout, Gilets Jaunes, Cortèges de Tête, actions climat...

Nous nous retrouvons pourtant aujourd'hui, une fois encore, dans un schéma de lutte sociale on ne peut plus classique, vu et revu et dont nous devons bien admettre qu'il n'apporte jamais le résultat escompté. Sauf que cette fois nous avons conscience qu'il faut dépasser ce schéma pour réussir à faire reculer ce gouvernement !

Il est clair que l'état n'a clairement aucune envie de céder et qu'il profite des crises Covid / guerre / inflation pour précariser la population, et comme toujours au profit des ultras riches.

se rencontrer, discuter, proposer, puis passer à l'action. Et dépasser le cadre imposé par les syndicats

Se retrouver à plusieurs milliers, voire plusieurs millions, dans les rues, ne doit pas **être l'aboutissement de notre lutte, mais juste l'introduction, le point de départ.**

Une fois dans la rue, tout reste à faire : se rencontrer, discuter, proposer, puis passer à l'action. Et il faudra dépasser le cadre imposé par les syndicats.

Et justement, il en faudra des idées nouvelles, peut être même un peu folles, mais qu'importe : il faut sortir de l'impasse des luttes sociales créée par le pouvoir.

C'est peut être à la jeunesse (mais pas uniquement) de trouver des nouveaux espaces, des nouvelles façons de se mobiliser et de résister.

Elles seront peut être (sûrement) jugées comme absurdes, comme non avenues, par les tenants du vieux monde. Et ce sera justement la preuve qu'elles touchent le point sensible, et qu'elles vont dans le bon sens...

Car il n'y a pas de pire impasse que d'aller dans le sens du système actuel, qui est en **train de détruire le vivant.**

L'enjeu est de taille. Alors qu'un mouvement aussi massif et insurrectionnel que les Gilets Jaunes a été étouffé par le pouvoir, au point de nous faire « revenir au monde d'avant », l'urgence sociale et écologique

Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable

ne nous permet pas d'attendre le grand soir et d'encaisser de nouveaux échecs, ni de nouveaux reculs dans nos droits et dans nos conditions de vie.

La question de la retraite est à la fois très précise et très globale : à travers les choix qui seront faits, c'est l'avenir de notre société qui va se jouer.

Que faire de notre vivre ensemble ? Comment se répartir les richesses ?

Quelle solidarité entre les générations ?

En cela, c'est d'une logique implacable : si la jeunesse monte aux avant postes de la contestation, car c'est bien elle qui sera la plus touchée par les décisions qui seront prises dans les prochaines semaines, à elle seule elle pourrait faire basculer notre société vers un horizon plus radieux et moins individualiste.

(post de CND)



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable

CONTRE LA REFORME DES RETRAITES, DES LYCÉENS COMMENCENT À BLOQUER LEURS ÉTABLISSEMENTS DES CE LUNDI 30 JANVIER

Lycée Racine (Paris), les deux établissements, Lycée Voltaire (Paris)...

BLOCUS LYCÉENS %

De nombreux lycées sont mobilisés ce matin en prélude de la grande journée de grève de demain avec de nombreux blocus, comme ici au Lycée Racine (Paris). La police tente de réprimer et de casser les blocages.

► Vidéo : <https://fb.watch/inIRlgkRka/>

(post de CND)



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable

IL FLOTTE COMME UN PARFUM DE MAI 68 EN CE DEBUT D'ANNEE 2023

Le succès du 19 janvier a montré qu'on est au début d'un grand possible. La réussite du 31 janvier va faire monter une marche de plus.

L'augmentation du nombre de manifestants rend visible aux yeux de tous la montée de la mobilisation et à partir de là, la montée de la confiance des travailleurs en eux-mêmes. Ce qui est décisif pour l'avenir. Mais au delà de ce qui est immédiatement perceptible dans les manifestations, il y a ce dont personne ne veut parler, et plus profondément encore, c'est le nombre de grévistes. Le nombre de manifestants appartient encore à ce vieux monde et fait partie des rituels qui ne font pas reculer le pouvoir, sauf s'il prenait l'envie aux manifestants de marcher sur l'Élysée, Matignon ou le Parlement comme l'avaient tenté les Gilets Jaunes. Par contre, ce qui échappe au contrôle de ce monde, c'est la grève. C'est elle qui contribue bien plus encore à faire monter cette confiance de la classe ouvrière en elle-même et à saper les bases de l'ordre établi. Mais ce nombre de grévistes, personne ne veut le donner. Ça fait longtemps que les directions syndicales nationales ont renoncé à compter le nombre de grévistes et à le rendre public... parce que c'est un chiffre trop subversif, qui appartient plus aux travailleurs qu'à elles-mêmes. Elles fixent l'agenda des manifestations nationales, pas celui de la généralisation de la grève. Jamais. Ça leur échappe toujours. Connaître le nombre de grévistes, voire sa progression, c'est ce qui donne réellement confiance aux travailleurs. Parce que la grève dans leur entreprise, leur service, leur bureau, leur université, leur lycée, ils la contrôlent plus facilement. Et qu'à partir de là, de l'auto-organisation possible que ça génère, des coordinations peuvent naître qui donnent alors bien d'autres agendas et bien d'autres objectifs et sous le contrôle collectif de ceux qui luttent, une lutte qui n'appartient plus à des appareils syndicaux ou politiques aux multiples arrières pensées et calculs politiques.

Des grandes journées d'action syndicales aussi importantes soient-elles ne feront pas reculer le pouvoir. De simples manifestations, la seule grève économique ne lui feront pas retirer sa réforme des retraites. Pour cela, il faudrait que le pouvoir ait peur de tout perdre pour qu'il lâche un peu.

Les manifestations ne sont qu'un témoignage visible indirect de ce qui fermente en dessous, de l'auto-organisation possible et de la colère potentielle qu'elle peut exprimer. On estime le plus souvent le rapport de un à quatre entre manifestants et grévistes. Ce qui fait que la CGT Bouches du Rhône a pu donner le chiffre de 8 millions de grévistes le 19 janvier. Le 31 janvier pourrait en compter de 10 à 12 millions, ce qui serait l'amorce d'un tournant. Parce que même sans un chiffre public, quand il y a beaucoup de grévistes, tout le monde peut le mesurer sur son lieu de travail et que l'auto-organisation devient alors envisageable, possible. Et c'est avec l'auto-organisation qu'on peut construire la grève, la vraie, pas d'un jour, mais celle qui est une expérience rare et tellement enthousiasmante que rien n'y résiste, qui fait boule de neige et emporte tout comme un fleuve en furie parce qu'elle signifie pour les exploités et opprimés, non seulement le contrôle sur son mouvement, mais sur sa vie. Et c'est cette libération qui l'emporte sur les forces d'oppression. Cela va alors bien au delà des revendications d'origine, la retraite, les salaires..., pour exiger tout. Et c'est cette grève qui occupe les usines, les bureaux, les magasins, les banques, les théâtres, les universités... parfois les préfectures et quelques fois tous les lieux de pouvoir et construit un autre monde.

Les jours qui suivent le 31 prendront la couleur de l'ampleur de cette mobilisation gréviste souterraine.

Les chiffres sont clairs. Les sondages expliquent tout à la fois que 57% des français - donc dans les 75-80% d'ouvriers et employés - comprennent que pour faire reculer Macron, il faudrait un blocage total du pays, donc la grève générale. Mais en même temps, 71% pensent qu'on ne gagnera pas. **C'est-à-dire qu'ils savent ce qu'il faudrait faire et seraient peut-être prêts à s'y engager mais n'ont pas confiance ni en eux ni dans les directions syndicales pour le faire. Ils ont raison de ne pas faire confiance dans les directions syndicales qui n'ont plus mené ce combat pour la grève générale depuis au moins 100 ans et elles ne le mèneront plus jamais.** Par contre, le basculement dans la confiance en soi, c'est-à-dire en ses collègues de travail, la confiance dans le mouvement pour gagner et donc à partir de ce moment, la volonté de ne pas en laisser la direction à d'autres mais de la prendre en main, c'est quelque chose qui est totalement imprévisible et qui peut surgir à tout moment. Le nombre de grévistes du 31 en est la base, le terrain qui permet l'élément déclencheur. En mai 68, l'élément déclencheur sur un terrain fertile de multiples grèves depuis 1963 a été les étudiants. Du coup beaucoup espèrent aujourd'hui dans la fougue de la jeunesse. Or, après le 19, de faculté en faculté, c'est-à-dire dans 35 d'entre elles pour l'instant, et de lycée en lycée, des assemblées générales se tiennent. Encore modestes pour le moment. **Mais l'intérêt de tous pour ces assemblées générales naissantes est un signe de cette attente de tous, parce que la jeunesse est le principal facteur d'élargissement possible de la mobilisation et qu'aucun gouvernement ne peut gagner contre sa jeunesse.** On guette là l'élément déclencheur, celui qui fera, que cette fois on n'hésite plus, on se lance à fond.

Mais cet élément déclencheur peut être aussi une provocation de trop de Macron et il n'en est pas avare. Ou alors une mesure injuste de plus, la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La révolution de 1789 a démarré contre les hausses de l'octroi, les péages à l'entrée de Paris, nos péages autoroutiers actuels... Où encore un événement fortuit, comme le jeune tunisien qui s'était immolé par le feu qui a été au départ des révolutions arabes de 2009-2013 mobilisant derrière son geste des centaines de millions de personnes pour des années. Ou encore, car nous entrons dans une période de NAO et d'affichages des bénéfices colossaux des entreprises tellement contradictoires avec ce qu'on veut nous imposer pour les retraites, que des grèves pour les salaires peuvent entraîner les hésitants et les associer au combat général pour les retraites, s'étendre et mettre le feu général dans ce contexte de lutte globale.

Or, il y a actuellement déjà des grèves dans le BTP, chez Vinci pour 350 euros d'augmentation mensuelle plus une hausse des primes de 10% - des revendications qui annoncent déjà une certaine radicalisation par rapport à celles de la période précédente -, mais aussi dans la sous-traitance auto, de Faurecia à Plastic Omnium avec une faculté d'extension rapide puisque des grands sites de montage auto Stellantis ou Renault de Sochaux à Sandouville sont déjà en difficulté ou encore la métallurgie chez Aubert et Duval qui veulent une augmentation mensuelle minimum de 280 euros. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une conjonction sans précédent se dessine devant nous et que nous n'avons jamais été aussi prêts du déclenchement d'un mouvement général et de la victoire.

Tous les appels à la mobilisation en dehors des grandes journées nationales d'action de l'intersyndicale à l'issue de ce 31, sont une façon de dire cette attente et cet espoir et montrent qu'on est nombreux à chercher quelque chose qui dépasse les journées saute-moutons inefficaces des directions syndicales, un quelque chose qui va finir par ouvrir les vannes aux flots révolutionnaires.

Les journées de grève des 26 et 27 des raffineurs, électriciens et dockers ont fonctionné comme ça tout comme les marches aux flambeaux le soir dans plus de 70 villes. Ces actions par elles-mêmes ne changent rien. Mais elles créent un climat. Les actions des Robins des Bois des électriciens et gaziers qui mettent l'électricité gratuite aux hôpitaux écoles, crèches, commerçants, artisans et usagers fonctionnent comme des défis à l'autorité, fabriquent un terreau subversif qui donne le ton de ce qu'il faudrait, prendre les usines, les banques, les universités... et les faire fonctionner pour nous, pour le bien de la collectivité. Les appels à la grève reconductible après le 31 janvier de certains syndicats dans l'Éducation - mais pas les plus importants - et des Assemblées Générales d'enseignants, d'étudiants et de lycéens, et puis aussi des syndicats dans l'énergie également.. mettent en relation les militants, forgent l'énergie communicative de la résistance, donnent de la joie, des raisons d'espérer et toutes ces choses qui changent le regard de chacun sur ce qui se passe autour de lui tout en délivrant en même temps un message clair de la recherche de cet élément déclencheur pour bien plus que les journées d'action sans stratégie tout en en multipliant la possibilité.

Et puis les 6, 7 et 8 février, il y a de nouveaux appels des raffineurs, électriciens et cette fois cheminots à faire grève avec l'horizon toujours de cette grève reconductible à ce moment ou à la mi-février, bien qu'il vaudrait mieux parler de grève illimitée pour bien afficher sa détermination, même si on la reconduit tous les jours. Quoi qu'il en soit, depuis les sondages jusqu'aux actions des secteurs les plus déterminés, l'objectif est clair, la grève générale. La grève générale pour stopper Macron et lui faire ravalier sa réforme mais aussi beaucoup plus, au delà de la question des retraites, pour reprendre tout ce qui nous a été volé, le meilleur droit à la retraite du meilleur des régimes spéciaux élargi à tous, augmenter les salaires de 400 ou 500 euros par mois, passer le Smic à 2 000 euros nets, embaucher en masse dans les services publics ; et puis, mieux encore, infliger une défaite historique à un des gouvernements les plus réactionnaires qu'on n'ait jamais connu depuis longtemps, ce qui ouvre à tous les possibles. Nous sommes nombreux à ne pas vouloir passer à côté de ce combat.

Nous voulons tout et nous allons gagner.

Jacques Chastaing 28 janvier 2023



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable Les petits voyous mafieux du gouvernement jouent aux spammeurs

RETRAITES : LE MINISTRE STANILAS GUERINI SPAMME LES FONCTIONNAIRES

Panique à bord : le gouvernement ne sait plus quoi faire pour ne pas sombrer dans l'opinion avec sa réforme des retraites. Plus les ministres parlent dans les médias, plus l'opposition à la casse des retraites augmente. Les communicants sont donc prêts à tout, même à utiliser les bases de données comportant les coordonnées personnelles des fonctionnaires pour diffuser de la propagande.

Le ministre de la « Transformation et de la fonction publique », le macroniste hardcore Stanislas Guérini, a envoyé un mail en faveur de la réforme des retraites aux agents du service public sur leurs adresses personnelles. Pour ce faire, il est passé par la Direction générale des finances publiques, qui compile les mails des agents de la fonction publique pour l'envoi des fiches de paie. Dans le message, signé par le ministre, une vidéo sur la plateforme Youtube qui vante la réforme. Qui n'est pourtant pas adoptée et qui est largement contestée. Le ministre valorise « l'effort collectif » qu'il faudra faire en travaillant deux années supplémentaires. C'est un détournement de données personnelles. Sur les réseaux sociaux, de nombreux fonctionnaires se plaignent de cette opération et dénoncent une intrusion déplacée.

Nous avons donc un gouvernement aux abois qui racle tous les mails qu'il peut trouver pour imposer ses éléments de langage en sa faveur, à quelques jours d'une grève, à laquelle de nombreux agents concernés comptent participer. Les communicants du pouvoir sont de vulgaires spammeurs. Pas sûr que la méthode fonctionne : malgré cette opération la vidéo n'a été visionnée que 3500 fois ce 27 janvier, alors qu'elle est en ligne depuis 9 jours. Un flop.

« L'idée n'était pas de dire qui va gagner plus ou moins, mais de passer un message pédagogique » assume le ministre. **Guérini considère donc les agents sous son autorité comme des enfants qui n'ont pas compris. Encore une fois, le clan Macron se montre tel qu'il est : une petite mafia qui abuse de tous les moyens à sa disposition pour imposer ses mesures impopulaires.**



Retraites : le départ définitif de Borne et Macron n'est plus négociable Le travail, comme la police, tue

LE TRAVAIL N'EST PAS UNE MALADIE ?

► Le clan Macron bat un nouveau record de mépris et de bêtise. La preuve en chiffres

« Le travail n'est pas une maladie » a lancé Darmanin dans une interview au Parisien, vantant la « valeur travail » et « l'effort », à propos des retraites. En plein délire, le ministre de l'Intérieur a même dénoncé le « droit à la paresse », « une idée gauchiste, bobo, celle d'une société sans travail, sans effort ». Gérald Darmanin, dont le métier consiste à échanger des fellations contre des logements, à manger dans des grands restaurants après avoir félicité les policiers ultra-violents et à empocher son gros salaire de ministre, n'a pas compris que les gens normaux ne « travaillent » pas comme lui. Le travail n'est pas une maladie, vraiment ? La réponse en chiffres :

« Deux morts par jour en moyenne au travail

733 personnes sont décédées au travail en 2019, sans compter les accidents de trajet entre le domicile et le lieu de travail (283 morts) et les maladies professionnelles (175 morts). Cela fait plus de 1000 décès liés au travail par an en France.

« Un bilan sans doute plus lourd

Il s'agit de chiffres de l'Assurance Maladie, un chiffre sous évalué car ces données concernent uniquement les salariés du secteur privé. Les agriculteurs, les auto-entrepreneurs ou encore les fonctionnaires ne sont pas comptabilisés.

« La France, pire pays d'Europe

Avec un ratio de 3,5 accidents mortels pour 100.000 salariés, notre pays est en tête du nombre de morts au travail, bien au-delà de la moyenne de l'Union Européenne qui s'élève à 1,7 pour 100.000.

« Accidents en série

La France a enregistré au total près de 656.000 accidents du travail en 2019. Chaque année, plus de 30.000 personnes sont sérieusement blessées lors d'accidents du travail. Par ailleurs, une étude montre que le chômage cause la mort de 14.000 personnes par an, en France. La privation d'emploi tue aussi.

« Explosion des burn-out

20% des salariés se sont vu prescrire un arrêt de travail pour motif psychologique en 2022 selon une étude du cabinet Malakoff Humanis. Il n'y en avait « que » 15% en 2020. Le burn-out et la dépression liés au travail sont des maladies de masse, malgré le pseudo management « humain » et les éléments de langage patronaux sur la « résilience » et la « bienveillance ». Oui, le travail salarié vole notre temps, et rend la plupart du temps malheureux.

« Et nos anciens ?

La silicose, qui détruit les poumons à force d'inhaler des particules, a tué des milliers de mineurs en France et dans le monde. Les cancers provoqués par l'industrie chimique, le scandale de l'amiante, les dos cassés du bâtiment, la maladie des ramoneurs, l'épuisement des femmes de ménage qui se lèvent avant l'aube, le stress... On ne compte plus les pathologies, parfois mortelles, provoquées par le travail.

Gérald Darmanin, furoncle de la République française, a encore manqué une occasion de se taire.

(posts de Contre Attaque)